

Journée zéro discrimination
1^{er} mars 2020

ZÉRO DISCRIMINATION ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES



#ZÉRO DISCRIMINATION
ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES



À PROPOS DE LA JOURNÉE ZÉRO DISCRIMINATION

Nous célébrons le 1er mars le droit de quiconque de mener une vie épanouie et productive dans la dignité. La Journée zéro discrimination met en avant les moyens d'informer la population et de promouvoir l'inclusion, la compassion, la paix, et surtout une dynamique du changement. Elle permet de créer un mouvement international de solidarité afin de mettre un terme à toutes formes de discrimination.

ZÉRO DISCRIMINATION

ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

Pour la Journée zéro discrimination 2020, l'ONUSIDA se concentre sur les discriminations que vivent les femmes et les filles dans toute leur diversité. L'objectif est de sensibiliser et de mobiliser afin de promouvoir l'égalité, l'émancipation et l'autonomisation des femmes et des filles.

Même si certains pays ont déjà réalisé des progrès considérables en faveur de l'égalité des sexes, les discriminations envers les femmes et les filles restent d'actualité partout dans le monde. Couplées à d'autres formes de discrimination, par exemple reposant sur les revenus, l'origine ethnique, le handicap, l'orientation ou l'identité sexuelle, ces violations des droits touchent les femmes et les filles d'une manière disproportionnée. Mais les inégalités entre les genres finissent par affecter la santé et le bien-être de tous. De nombreux pays disposent encore de lois discriminant les femmes et les filles. Quant aux lois défendant les droits fondamentaux des femmes et les protégeant des préjudices et des inégalités de traitement, elles sont loin d'être la norme.

De nombreux pays à travers le monde continuent d'appliquer une législation et des pratiques répressives en contradiction avec les principes fondamentaux des droits humains. Certaines de ces lois restreignent les droits et la santé de la reproduction et sexuelle des femmes. D'autres criminalisent des individus à cause de leur identité ou orientation sexuelle, ou encore parce qu'ils vendent des services sexuels, consomment de la drogue ou ont transmis le VIH. Il est impératif de supprimer ces lois discriminatoires pour instaurer une société juste.

Les discriminations envers les femmes et les filles dans le système éducatif et sur le marché du travail sont source d'insécurité économique et sociale qui réduit leur liberté d'agir et leur bien-être. Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs informels et non réglementés de l'économie où la protection juridique est moins stricte, voire absente. À cela viennent s'ajouter les soins aux proches et les tâches ménagères non rémunérés, les inégalités au niveau des droits à la propriété et à la succession, ainsi qu'une autonomie financière restreinte. Tout cela détermine la vie des femmes et des filles à travers le monde. Face aux situations d'urgence ou aux catastrophes climatiques, les femmes et les filles sont davantage exposées aux migrations, aux violences sexuelles et basées sur le genre, mais aussi aux maladies.

Les inégalités entre les sexes empêchent les femmes de décider comment, quand et avec qui avoir des relations sexuelles. Elles influencent le recours et l'accès aux services de santé par les femmes. Elles augmentent également le risque de violences basées sur le genre tout en dressant des barrières à la réparation des torts lorsque les droits des femmes ont été violés. La priorité doit être mise partout sur l'éradication de la violence envers les femmes et les filles. Il s'agit en effet de l'une des principales violations des droits humains dans le monde. La violence envers les femmes est profondément ancrée dans les inégalités entre les sexes et est utilisée par les hommes pour contrôler les femmes.

Les gouvernements ont déjà pris de nombreux engagements par le passé pour mettre un terme à la violence envers les femmes et les filles, mais des centaines de millions d'entre elles continuent d'être la cible d'abus et de violences. Les femmes et les filles payent le prix fort, tout comme leur famille, les communautés, les sociétés et le développement économique. Garantir l'égalité de participation à la vie politique est une fin en soi pour créer une société plus juste, ainsi qu'un levier important pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les femmes et les filles dans tous les aspects de la société.

LE CHANGEMENT QUE NOUS SOUHAITONS VOIR

GARANTIR UNE PARTICIPATION ÉGALE À LA VIE POLITIQUE.

- Il faut davantage reconnaître le leadership politique des femmes.
- Les femmes devraient participer à la vie politique de la même manière que les hommes. Elles jouent un rôle essentiel dans la vie politique. Leur leadership dans les domaines de la santé, au sein des communautés et dans les efforts de maintien de la paix est de plus en plus reconnu.

FAIRE RESPECTER LES DROITS HUMAINS ET LES LOIS AUTONOMISANTES

- Les lois qui entretiennent ou aggravent la discrimination envers les femmes et les filles doivent être abolies. Les droits humains doivent être réaffirmés.
- Il faut modifier le mariage précoce, ainsi que les lois relatives à la propriété et à l'héritage qui continuent de discriminer les femmes et les filles, et de les considérer comme des citoyens de seconde classe.
- La criminalisation du travail du sexe expose les femmes aux violences et les empêche d'avoir accès aux services dont elles ont besoin.
- Les lois criminalisant les personnes transgenres doivent être supprimées. Les personnes transgenres sont criminalisées ou poursuivies par la justice dans 19 pays. La probabilité d'être victimes de violences est beaucoup plus élevée pour elles dans le monde.
- Les lois criminalisant la consommation de drogues doivent être abolies. Les femmes sont touchées d'une manière disproportionnée par la criminalisation de la consommation de drogues et sont davantage susceptibles d'être incarcérées et/ou d'avoir à faire à des officiers de police corrompus, ou encore d'être harcelées et violées par ces derniers.

GARANTIR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

- La justice économique doit s'appliquer aux femmes et leur travail mérite salaire. Il faut lutter partout contre la discrimination sur le lieu de travail envers les femmes, ainsi que contre les écarts de salaires entre les sexes.
- S'occuper de la famille à la maison est un travail comme tout autre et doit être reconnu en tant que tel. Par ailleurs, il n'y a aucune raison pour qu'il soit uniquement du ressort des femmes. Il est temps de changer les normes de genre véhiculant le stéréotype de la femme faisant gratuitement les tâches ménagères en plus de ses autres responsabilités afin d'instaurer une société plus juste et égalitaire.

METTRE UN TERME À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- Il faut mettre un terme à la violence basée sur le genre et lutter contre les normes néfastes liées au genre et aux représentations toxiques de la masculinité.



- Il est nécessaire d'affronter les inégalités économiques et les obstacles juridiques reposant sur le genre, comme les inégalités salariales, la perte d'autonomie des femmes, le handicap ou le statut sérologique, car ils renforcent le risque de violence basée sur le genre.
- Des lois protégeant les femmes des violences doivent entrer en vigueur et être appliquées partout. Une législation doit être mise en place pour créer un cadre d'assistance aux survivantes d'exactions et de protection contre les coupables, notamment par le biais d'une formation du personnel en uniforme, ainsi que de la création de refuges et de moyens juridiques pour que justice soit faite.

FOURNIR DES SOINS DE SANTÉ SANS STIGMATISATION NI BARRIÈRE

- Les femmes et les filles ont besoin de soins de santé sans stigmatisation, ni discrimination ou barrière.
- Les redevances doivent être supprimées. Les femmes sont confrontées à de trop nombreux obstacles financiers lorsqu'il s'agit de protéger leur santé. Les barrières empêchant les femmes d'accéder aux soins de santé doivent être supprimées : accord de leur conjoint, redevances à payer à la clinique ou pays dans lesquels la santé des femmes n'est pas une priorité.
- Les soins destinés aux femmes doivent placer la femme au centre de leurs préoccupations, respecter leur autonomie et leur donner la possibilité de prendre les décisions les concernant. Les droits et la santé de la reproduction et sexuelle des femmes et des filles devraient être garantis. Les environnements de soins ne doivent pas discriminer. Les femmes doivent s'y sentir bien et être sûres d'y trouver respect, dignité et confidentialité.
- Les lois instaurant un âge minimum pour accéder à des services de santé doivent être supprimées. Toutes les jeunes femmes ou filles ont le droit de prendre soin de leur santé sans demander la permission de leurs parents ou de leur tuteur. Les femmes mariées ne devraient pas avoir à demander l'accord de leur conjoint.



« AUCUNE FEMME QUI NE
POSSÈDE NI NE DISPOSE
DE SON PROPRE CORPS NE PEUT
PRÉTENDRE ÊTRE LIBRE. »

— Margaret Sanger

- Les stratégies concernant la couverture sanitaire universelle des pays et les décisions de financement doivent faire la part belle aux besoins de santé des ados, à l'éducation sexuelle, à la prévention et à la gestion de la violence basée sur le genre, ainsi qu'aux droits et aux besoins de santé des populations clés.

GARANTIR UNE ÉDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE GRATUITE POUR TOUT LE MONDE

- Toutes les femmes et les filles devraient accéder gratuitement à l'éducation primaire et secondaire. Des disparités importantes existent entre les genres pour ce qui est de l'accès à l'éducation, des acquis pédagogiques et de la poursuite des études, et ce, bien souvent au détriment des filles. Malgré des progrès, la déscolarisation concerne davantage les filles que les garçons.
- Il est nécessaire de supprimer les barrières à l'éducation des femmes et des filles. L'accès gratuit à l'éducation primaire et secondaire est un levier important de changement. La scolarisation des femmes profite à toutes et à tous. La pauvreté, l'isolement géographique, le handicap, le mariage et les grossesses précoces, la violence basée sur le genre et les traditions définissant le statut et le rôle des femmes et des filles sont des obstacles parmi d'autres qui les empêchent de jouir pleinement de leur droit à aller à l'école, finir leur scolarité et tirer profit de l'éducation.
- Une éducation sexuelle complète adaptée à l'âge des enfants devrait être mise à disposition.

LUTTER EN FAVEUR D'UNE JUSTICE CLIMATIQUE

- Augmentation du niveau de la mer, recul des rendements agricoles, inondations en ville... les femmes sont particulièrement sensibles à l'impact du changement climatique. Elles sont fortement représentées parmi les populations pauvres du monde entier dont la subsistance dépend des ressources naturelles. Les femmes et les filles sont particulièrement exposées aux violences sexuelles et basées sur le genre au cours des catastrophes climatiques.
- Il est nécessaire que la riposte au changement climatique prenne totalement en compte les individus et leur genre.





GARANTIR
LA JUSTICE
ÉCONOMIQUE

ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

1. SENSIBILISER

- Renseignez-vous sur la discrimination envers les femmes et les filles. Parlez à des femmes pour comprendre les discriminations rencontrées et demandez-vous quelles sont vos croyances et idées à ce sujet.
- Mettez en avant la Journée zéro discrimination sur les réseaux sociaux.
- Lancez une discussion sur la discrimination envers les femmes et les filles sur votre lieu de travail ou avec vos amis et vos proches.
- Mettez en avant les lois discriminatoires, afin de nous permettre de militer en faveur du changement.
- Contribuez ! Signalez les discriminations que vous voyez et encouragez les femmes qui osent les dénoncer.

2. AGIR

- Donnez une tribune aux femmes.
- Lancez une pétition pour changer les lois, réglementations et pratiques discriminatoires ou participez à une manifestation pacifique.
- Donnez du temps, de l'argent ou de l'expertise à une organisation œuvrant pour les droits des femmes et l'égalité des sexes ou créez-en une.
- Demandez à votre parlementaire, à un médiateur, une médiatrice ou à une organisation des droits humains de changer la législation.

3. PLACER LES LEADERS FACE À LEUR RESPONSABILITÉ

- Les gouvernements doivent tenir leur promesse en faveur de la protection des droits des femmes et de la fin du sida d'ici 2030. Les États membres des Nations Unies ont pris des engagements importants pour faire respecter, protéger et satisfaire les droits de la personne des femmes et des filles, ainsi que pour mettre un terme au sida. Par exemple :
 - Objectifs de développement durable.
 - Déclaration et Programme d'action de Beijing.
 - Conférence internationale sur la population et le développement.
 - Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes.
 - Déclaration politique 2016 sur le VIH et le sida de l'Assemblée générale des Nations Unies.

LES FAITS SUR LA DISCRIMINATION

Garantir une participation égale à la vie politique

- En février 2019, seuls 24,3 % des membres des parlements nationaux étaient des femmes, soit une légère augmentation depuis 1995 où elles n'étaient que 11,3 %.

Faire respecter les droits humains et les lois autonomisantes

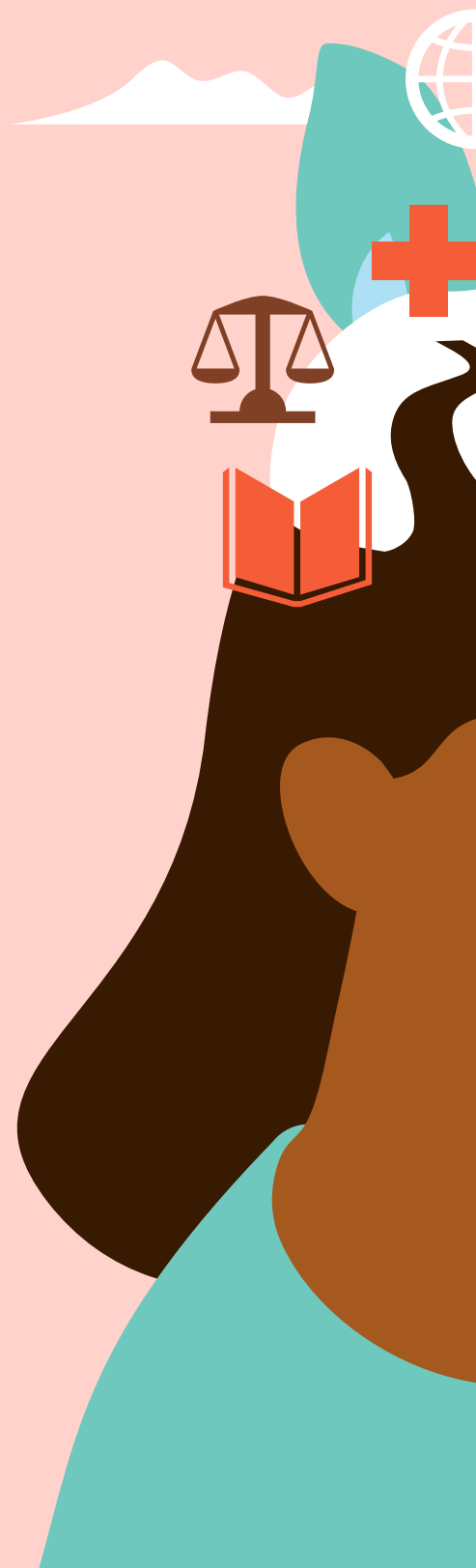
- Au moins 117 pays permettent aux filles d'être mariées légalement avant leurs 18 ans en 2015.
- Seuls 88 pays sur 190 ont des lois instaurant un salaire égal pour un travail de valeur égal.

Garantir la justice économique

- Globalement, les femmes effectuent les trois-quarts des tâches dans le foyer.
- Trente-six pays sur les 190 ayant fourni des informations ne disposent pas de lois contre les discriminations liées au genre dans le monde du travail.
- Cinquante pays n'ont pas de législation contre le harcèlement sexuel au travail.

Mettre un terme à la violence basée sur le genre

- Au moins un tiers des femmes et des filles a déjà vécu de la violence physique et/ou sexuelle.
- Plus d'un milliard de femmes ne dispose pas d'une protection contre la violence familiale.



- D'une manière générale, les jeunes femmes sont davantage exposées à la violence exercée par un partenaire intime que les femmes adultes. Au moins un tiers des femmes âgées de 18 à 24 ans au Kenya (32 %), en Ouganda (35 %) et en Eswatini (38 %) signale avoir subis des abus sexuels au cours de leur enfance.

Fournir des soins de santé sans stigmatisation ni barrière

- Dans les pays à revenu intermédiaire et faible, près de 230 millions de femmes et d'adolescentes souhaitant ne pas tomber enceintes n'ont pas accès à des méthodes modernes de contraception.
- En Afrique subsaharienne, les besoins en contraception ne sont pas couverts pour près de 50 % des femmes adultes et même pour 60 % des adolescentes (15 à 19 ans).

Fournir une éducation primaire et secondaire gratuite pour tout le monde

- En 2018, on estimait à 258 millions le nombre d'enfants, d'ados et de jeunes non scolarisés, soit un sixième de la population globale de cette tranche d'âge.
- Dans le monde, près d'une adolescente sur trois (10 à 19 ans) issue d'une famille parmi les plus pauvres n'est jamais allée à l'école.

Lutter en faveur d'une justice climatique

- L'impact du changement climatique touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants. Ces deux groupes ont en effet 14 fois plus de risques de mourir au cours d'une catastrophe climatique que les hommes.¹

¹ <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=en&vs=948>.





20 Avenue Appia
1211 Genève 27
Suisse

+41 22 791 3666

unaids.org